Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF
SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — décembre 2019

5 DECEMBRE : TOUS ENSEMBLE !!! TOUS ENSEMBLE !!!

Le fossé séparant les campagnes de communication du tandem Emmanuel Macron / Philippe Edouard et leurs actes a atteint des sommets inimaginables ces dernières semaines. Il ne s'agit de plus de moulins à paroles mais d'éoliennes ! Il y a eu l'annonce de la réforme des retraites présentée comme « la création d'un régime unique pour tous, plus juste » au moment même où Muriel Penicaud, ministre du travail et ancienne DRH du groupe Danone, tentait de raboter les aides à domicile des retraités, avant que le gouvernement ne se livre à un rétropédalage, abandonnant la ministre et son projet en rase campagne.

Concernant la réforme des retraites, tout le monde est bien conscient que le vieillissement de la population française va nécessiter des moyens financiers supplémentaires pour garantir des retraites décentes à tous, pour financer d'éventuelles pertes d'autonomie dues à l'âge. Mais en quoi le fait de faire supporter le financement des retraites aux seuls salariés va-t-il être plus juste ? Pourquoi les revenus financiers ne cotisent-ils donc pas au même taux que les salariés ? Plutôt que de retarder l'âge de la retraite de celles et ceux qui ont la chance d'avoir du travail, pourquoi n'irait-on pas trouver des cotisations supplémentaires en redonnant un vrai job à toutes celles et eux qui galèrent entre pôle emploi et les petits boulots précaires ?

Cette nouvelle réforme des retraites n'a rien de juste, rien d'efficace. Il s'agit simplement pour Emmanuel Macron de faire payer aux seuls salariés la crise du financement de notre protection sociale et de notre système de retraites pour mieux préserver les revenus du capital. Une fois encore, Emmanuel Macron montre qu'il n'est que le président des riches. Une fois de plus, les Français peuvent constater à quel point les exigences du Capital font du mal à notre pays, comme le dénonçait récemment Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti Communiste

Au moment où le CAC s'apprête à franchir allègrement la barre des 6000 points, en dégradant sans vergogne la planète, le monde du travail a donc bien raison de se mobiliser ce 5 décembre pour dire non au projet de réforme des retraites concocté par le gouvernement.

Les communistes feront tout leur possible pour que la voix des salariés, des chômeurs, des jeunes précaires, des retraités soit entendue à cette occasion. Au même moment, Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF propose un projet alternatif de réforme, un projet révolutionnaire qui permette à chacune et chacun de profiter d'une retraite bien méritée, à la mesure des richesses produites par un pays comme la France, l'un pays les plus riches du monde capitaliste. Nous y revenons dans les pages intérieures de ce numéro du « Rouge-Gorge »

Les semaines qui viennent peuvent modifier le rapport des forces en faveur des exigences populaires, si tout le monde s'y met. Tous ensemble !!! Tous ensemble !!!

AU SOMMAIRE :

Page 2 : la Cour des Comptes attaque la maternité de Fécamp

Page 3 : appel de la CGT à manifester à Fécamp le 5 décembre pour la défense des retraites

Page 4 et 5 : Fabien Roussel présente un projet de retraite révolutionnaire

Page 6 : référendum contre la privatisation des aéroports de Paris

Page 7 : ras le bol du démarchage électronique

Page 8 : retour en images sur la fête du hareng

Page 9 : les élections municipales à Fécamp

L'AGENDA :

Du 30 novembre au 1er décembre : Fête de l'Huma au Parc Expo de Rouen

5 décembre : manifestation de la population de Fécamp pour défendre les retraites. RdV à 14 h 30 à l'ancien hôpital, rue Henri Dunant

NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LA MATERNITE DE FECAMP

Déjà en 2018, la Cour Régionale des Comptes avait recommandé à l'hôpital de Fécamp de « s'interroger sur l'avenir de sa maternité », cette brillante recommandation étant complaisamment relayée par le journal Paris-Normandie. Dont le PDG s'est entretemps déclaré candidat à la mairie de Rouen, avec l'étiquette macroniste LaRem. Et cette année, rebelote, la Chambre Régionale de la Cour des Comptes remet çà, avec le soutien, comme l'année dernière, de Paris Normandie.

En ligne de mire : la volonté de réduire toujours et encore plus l'investissement dans la protection sociale. Les mêmes choix politiques s'étaient déjà illustrés lorsque l'Agence Régionale de Santé du gouvernement avait décidé pendant les fêtes de Noël 2017 de rayer d'un trait de plume le statut de zone médicale déficitaire du territoire de Fécamp.

Sauf que les choses ne passent pas toujours comme le souhaiteraient les énarques ministériels : pour preuve, la mobilisation massive et opiniâtre organisée par l'association « Un médecin pour chacun » dont tout le monde se souvient des 6000 pétitions recueillies à Fécamp et remises en manifestation aux élus locaux, dont la communiste Céline Brulin, qui les avait ensuite déposées en pleine réunion du Conseil Régional de Normandie sur la table de la directrice de l'ARS. Résultat des courses : en plein mois de juillet (histoire de ne pas trop perdre la face !), l'ARS s'est livrée à une opération de rétropédalage en règle et a rendu à Fécamp son statut de zone médicale déficitaire… et les subventions à l'installation pour des jeunes médecins. Autre exemple : la manifestation de soutien organisée par l'association « Un médecin pour chacun » pour défendre les service des urgences de l'hôpital de Fécamp, en mars dernier, à l'issue de laquelle plusieurs postes ont été créés

Mais énarques, ministres, ARS et Cour des Comptes sont des gens tenaces. Et aujourd'hui, ils refont une nouvelle tentative, ciblée cette fois sur la maternité de Fécamp, profitant cyniquement du départ de plusieurs de nos gynécologues. Dans leurs plans, il n'y a pas de place pour les petits établissements, comme la maternité de Fécamp. Ce qu'ils veulent, ce sont des usines à bébés.

Pour les communistes, au contraire, il est vital de préserver des établissements à taille humaine et de promouvoir les efforts innovants des infirmières, des gynécologues, des sages-femmes pour assurer un service de grande qualité aux habitants de notre territoire. Une maternité de proximité, qui assure des soins de sophrologie, de balnéothérapie, des accouchements sous hypnose conversationnelle, un suivi des futures mamans par des sages-femmes est une chance. Nous ne laisserons pas l'ARS et la Cour des Comptes nous enlever cet atout précieux pour notre territoire et son attractivité. Nous ne les laisserons pas faire à Fécamp ce qu'ils ont fait à Bernay

La conférence de presse de l'association « Un médecin pour chacun » (voir la vidéo) de 19 novembre a marqué le coup d'envoi de la mobilisation

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Notre e-mail

rougegorge@pcf-fecamp.fr

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

5 DECEMBRE : TOUS ENSEMBLE !!! TOUS ENSEMBLE !!!

SYNDICAT CGT DES AGENTS
TERRITORIAUX ACTIFS ET RETRAITES DE
LA VILLE DE FECAMP, DU C.C.A.S. ET DE LA
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE
FÉCAMP CAUX LITTORAL
3/5 Rue Henri Dunant
Tel. : 02.35.29.59.24

APPEL A LA GREVE ET A LA MANIFESTATION
LE 5 DECEMBRE 2019
A 8H DANS LA COUR DE LA MAIRIE
A 8H DANS LA COUR DE L'AGGLO
A 14H30 A L'UL CGT ESPACE DUNANT
POUR UNE GRANDE MANIFESTATION

La Fédération CGT des Services publics réaffirme son exigence du retrait du projet de réforme qui entend mettre en place un « système universel de retraites par points » avec des « droits » calculés sur l'ensemble de la carrière, dont le premier acte sera le démantèlement des régimes particuliers à commencer par la CNRACL et l'IRCANTEC. D'ores et déjà, la date du 5 décembre rassemble de nombreuses structures sur le plan interprofessionnel et intersyndical (CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF ; et aussi l'UNSA dans plusieurs secteurs professionnels). Elle s'affirme comme une perspective majeure dans le combat à mener pour défendre nos retraites et faire reculer le gouvernement. Les appels à la grève à compter du 5 décembre sont plus nombreux chaque semaine. La CGT Services publics a pour sa part déposé un préavis de grève couvrant la période du 5 décembre 2019 au 5 janvier 2020.

Pour la CGT, il faut préserver et améliorer notre modèle social. Pour gagner de meilleures retraites, il faut augmenter les financements assis sur les cotisations sociales, part de notre salaire socialisé.

- Exigeons ensemble des droits garantissant dans tous les secteurs professionnels la possibilité d'un départ dès 60 ans
- Exigeons la suppression des exonérations de cotisations sociales (dont la transformation du CICE en exonérations) pour dégager 20 milliards d'euros supplémentaires annuels pour le financement des retraites
- Exigeons l'égalité salariale entre les femmes et les hommes c'est 6,5 milliards d'euros dans l'immédiat pour les retraites.
- Exigeons une pension d'au moins 75 % du revenu net d'activité (pour une carrière complète) sans que celle-ci ne puisse être inférieure au SMIC revendiqué par la CGT soit 1800 euros brut

FABIEN ROUSSEL : « POUR UN SYSTEME DE RETRAITE REVOLUTIONNAIRE »

Contre-projet : Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, expose la réforme alternative que les communistes proposent. Il demande au gouvernement de l'examiner et invite la gauche à en discuter lors d'un meeting à laquelle toutes les forces de gauche sont invitées le 11 décembre.

Vous appelez à la mobilisation du 5 décembre, quels sont vos griefs contre la réforme des retraites du gouvernement ?
Fabien Roussel : De la dizaine de réformes conduites en trente ans, celle-là est certainement la pire. Elle casse complètement le système de solidarité et impliquera pour tous de travailler plus. Avec ce système où le montant des pensions ne serait pas défini à l'avance puisque la valeur du point pourrait varier d'une année sur l'autre, le gouvernement veut nous pousser à souscrire à des retraites par capitalisation. C'est le cœur de cette réforme : casser notre modèle pour orienter les Français vers des assurances privées.

Vous organisez un meeting à Saint-Denis le 11 décembre avec l'objectif de ne pas en rester à la contestation de cette réforme. Pourquoi un contre-projet vous paraît-il indispensable ?
Fabien Roussel : On ne peut pas en rester au statu quo quand un tiers des retraités ont une pension inférieure à 1 000 euros et qu'en moyenne les pensions correspondent à 50-55 % du dernier salaire. Le 11 décembre, nous proposons d'en discuter avec les forces syndicales et politiques de gauche et écologistes pour voir tout ce que nous avons en commun et pouvoir dire « si demain nous sommes au gouvernement voilà ce à quoi nous nous engageons ». Adrien Quatennens, de la France insoumise, Olivier Faure, du PS, les écologistes nous ont déjà assurés de leur présence comme des organisations syndicales. Nous attendons d'autres confirmations. Nous, PCF, mettons sur la table notre propre réforme des retraites et demandons au gouvernement de l'étudier.

Votre Conseil national a validé ce week-end votre projet de réforme. Vous proposez un régime « unifié » et plus simple, quels droits ouvrirait-il pour tous ?
Fabien Roussel : Le gouvernement martèle que l'existence de 42 régimes crée des injustices. Mais ceux qui subissent l'injustice sont ceux qui n'ont pas un régime leur permettant de partir à 55 ans quand les travaux sont pénibles ou à 60 ans avec une pension suffisante et garantie. Nous voulons, nous, un régime unifié par le haut. La France produit suffisamment de richesses pour cela.

Comment proposez-vous de pérenniser le système par répartition alors que la durée de vie augmente ?
Fabien Roussel : Le gouvernement ne cesse de répéter que nous sommes passés de 4 actifs pour 1 retraité à 2 pour 1. Or, dans le même temps, entre 1960 et 2000, le PIB a été multiplié par 4. Selon les projections disponibles, la production de richesses doublera presque d'ici à 2040. Pour pérenniser le système solidaire par répartition, il faut augmenter la part de richesses que nous y consacrons. Le gouvernement veut plafonner ce financement à 14 % du PIB, nous pensons qu'il faut le porter à 17 %. Mais, outre la répartition des richesses, il faut changer leur mode de production. Le système de retraites que nous proposons, par son financement, est révolutionnaire. Il permet non seulement de répondre à l'allongement de la durée de la vie mais propose un nouveau modèle économique respectueux des salariés et de la planète grâce à une modulation des cotisations.

Comment fonctionnerait un tel système ?
Fabien Roussel : Les aides publiques sans contrepartie, comme le Cice et toutes les exonérations de cotisations, qui nous coûtent 66 milliards par an, seraient supprimées pour que les cotisations financent bel et bien le système de retraites. Celles-ci seraient alourdies pour les entreprises qui délocalisent, embauchent des intérimaires au lieu de CDI, ne forment pas leurs salariés ou ne respectent pas les objectifs environnementaux. Au contraire, celles qui répondent aux objectifs écologiques et sociaux cotiseraient normalement mais seraient accompagnées dans leurs investissements par des prêts à taux 0 %. Nous estimons qu'en cinq ans 50 à 70 milliards d'euros peuvent ainsi être apportés au financement de notre système de retraites. Mais c'est aussi l'un des leviers pour changer notre modèle économique : Emmanuel Macron a fait la leçon aux ouvriers de Whirlpool à Amiens vendredi, c'est indécent, alors qu'il a fait la preuve de l'incapacité du capitalisme à répondre à l'impératif social et écologique de la relocalisation de la production.

(*la suite page suivante)*

Quels autres leviers de financement défendez-vous ?
Fabien Roussel : Les revenus financiers – 298,8 milliards d'euros en 2018 – doivent contribuer au même taux que les cotisations employeurs, soit 10,45 %. L'égalité salariale femmes-hommes apporterait 6 milliards d'euros à la caisse des retraites : avec une loi contraignante, l'objectif peut être atteint en deux ans. Enfin, il y a la hausse des salaires. Nous demandons au premier ministre d'organiser une conférence sociale salariale pour qu'à la date du 1er janvier le Smic augmente de 20 %. C'est réparer une injustice, et apporter de nouvelles ressources pour les retraites. À ce sujet, on ne peut que se réjouir de voir que d'autres forces, y compris des députés de la majorité, trouvent désormais légitime une meilleure répartition de la richesse créée en faveur du travail.

Ce rendez-vous du 11 décembre est-il pour vous la première pierre d'un rassemblement appelé à dépasser la question des retraites ?
Fabien Roussel : Ma première préoccupation est d'essayer d'unifier le monde du travail, que le gouvernement fait tout pour diviser, comme avec le débat sur l'immigration ces dernières semaines. Salariés du public « privilégiés » contre ceux du privé, usagers du train contre cheminots, ceux qui touchent le Smic contre allocataires du RSA, travailleurs contre chômeurs… Nous subissons tous en réalité les mêmes maux, ceux d'un régime capitaliste qui pompe nos richesses. Le rôle du Parti communiste doit être de ressouder la classe de ceux qui vivent de leur travail, de l'université à la retraite. Évidemment, si nous sommes plusieurs à gauche à dire que c'est possible, nous serons plus audibles.

La gauche peut-elle y travailler de concert dans un contexte où pour les élections municipales elle se présente souvent en ordre dispersé ?
Fabien Roussel : Dans 90 % des cas nous sommes unis avec d'autres forces de gauche et écologistes. Nous faisons tout pour élargir ces rassemblements sur la base de projets locaux décidés avec les habitants. L'union est notre ambition, c'est compliqué, c'est aussi un combat. Les discussions se poursuivent mais je regrette que des forces politiques qui ont déjà en ligne de mire la présidentielle ne fassent pas le choix du rassemblement aux élections municipales.

Emmanuel Macron et Édouard Philippe essaient ces derniers jours de déminer le terrain, comme avec le plan Buzyn. Alors que les luttes sociales ont eu ces dernières années du mal à obtenir gain de cause, est-on à un point de bascule du quinquennat ?
Fabien Roussel : C'est possible. Sur l'hôpital, le gouvernement ne prend toujours pas la mesure des difficultés et n'y répond que partiellement en tentant de diviser les soignants pour qu'ils n'appellent pas à manifester le 5 décembre. C'est petit, méprisant, et sans doute le signe de leurs craintes. Sur les retraites, pour désamorcer la mobilisation, il prétend ouvrir la discussion mais uniquement sur la base de son système par points : il n'y a pas de dialogue. Au-delà des seules retraites, la vie chère mine le moral des ménages et plombe leur porte-monnaie. Le 5 décembre, ce sont aussi ces questions qui sont à l'ordre du jour. D'ailleurs, les gilets jaunes appellent à manifester. Quant à la gauche, sa responsabilité est immense. Dans une société si fracturée, l'insurrection peut être chaotique. Faute d'offrir une perspective progressiste, c'est l'extrême droite, le fascisme, qui peuvent être perçus comme l'alternative. À nous, forces de gauche, de travailler main dans la main avec les syndicats, les citoyennes et citoyens qui se mobilisent pour gagner de nouvelles avancées sociales dignes de notre siècle.

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui

LES CRABES DE LE PEN

Si Marine Le Pen n'arrive pas à se faire élire, elle pourra toujours se recycler comme contorsionniste : si, officiellement, Marine Le Pen soutient les grévistes du 5 décembre, elle ne soutient par contre pas les syndicats de travailleurs qui organisent cette grève !!! Comprenne qui pourra...

Pendant que la patronne du Rassemblement National se livre à ces acrobaties, son parti est empêtré jusqu'au cou dans un procès pour fausses factures et emplois fictifs au détriment du contribuable, pour lesquels l'Etat lui réclame une ardoise de 11 millions d'Euros de dommages et intérêts et de la prison ferme pour le trésorier du Rassemblement National

Autres casseroles: le comportement fascisant de plusieurs des cadres et candidats lepénistes aux élections. Il y a eu d'abord le candidat aux élections municipales de Strasbourg dont les histoires d'expéditions-commandos racistes ont refait surface. Puis, en octobre dernier, l'affaire du tueur de Bayonne, cet ancien candidat du FN qui est allé attaquer une mosquée. Avec des photos bien compromettantes où ce sinistre individu apparaissait aux côtés de Marine Le Pen, photos que le RN a tenté, en vain, de faire disparaître

Sans parler des « vives félicitations » adressées par Marine Le Pen lors des dernières élections allemandes au leader du parti d'extrême-droite de Thuringe au moment même où ce dernier et ses hommes de main entonnaient l'hymne nazi « Deutschland über alles »

Il va peut-être falloir que le Rassemblement National songe à changer une nouvelle fois de nom , pour faire oublier toutes ces casseroles ? Pourquoi pas « A la Ramasse National » ?

REFERENDUM SUR LA PRIVATISATION DES AEROPORTS DE PARIS

969 000 !!!

C’est le chiffre record enregistré ce 20 novembre par le conseil constitutionnel pour la pétition exigeant un référendum sur la privatisation des aéroports de Paris

Rappelons les promesses électorales d’Emmanuel Macron, président de la république, ce 25 avril 2019 : « aller plus loin en simplifiant les règles, en permettant que l’initiative vienne de citoyens, un million de citoyens qui signeraient une pétition et qu’elle puisse prospérer en projet de loin et, si elle n’était pas examinée par les assemblées, aller au référendum » . Chiche !!!

Et vous, lectrices et lecteurs du « Rouge-Gorge, posez-vous cette question toute simple : auquel, à laquelle de mes proches, mes voisin-es, mes ami-es, mes collègues de travail n’ai-je pas encore proposer de signer la pétition pour exiger un référendum sur la privatisation des aéroports de Paris ?

Cliquer ci-dessus pour voir le site web et la vidéo mis en ligne par le PCF pour expliquer les raisons de cette pétition

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Référendum d'initiative partagée

CLIQUEZ SUR CETTE IMAGE

courrier des lecteurs

PUB ET DEMARCHAGE PAR COURRIER

ELECTRONIQUE : CA SUFFIT !

Imaginez-vous ; vous êtes au mois de juillet, vous allez partir en vacances 15 jours. Avant de boucler les valises, vous faites un nettoyage de votre messagerie. Vous triez vos courriels, vous vous désinscrivez des sites non désirés plus qu'encombrants, vous éliminez tous les indésirables, vous videz la corbeille. Dans l'espoir de ne pas être envahi-e au retour.

Après avoir passé de bonnes vacances sans ordinateur, vous voilà de retour chez vous.

Comme la plupart d'entre nous, le lendemain, vous allez visiter notre boite à courriels et là, catastrophe ! Plus de 150 messages voire même plus sont en attente ! Un petit passage par la boite des indésirables et vous constatez qu'y ont été déjà stockés plus de 80 messages en tout genre. Votre premier boulot : virer tous ces messages, et après un premier tri, commencer à lire ceux qui sont dans la boite de réception. S'ensuit un deuxième tri. Temps passé inutilement : 2 à 3 heures.

Quelques jours plus tard, une dizaine de messages sont à nouveau arrivés dans la boite aux indésirables. Si vous en ouvrez par curiosité, vous pouvez lire sur certains d'entre eux que vous recevez ce message car vous êtes inscrit-e sur tel ou tel réseau. Ce que vous n'avez jamais fait, ne connaissant même pas l'existence de celui-ci !!! Vous redonnez un coup de balai en mettant ces messages à la corbeille et vous la videz.

A partir de ce moment ça s'enchaine, malgré les désinscriptions systématiques de votre part, théoriquement prises en compte selon le site concerné (parfois en français mais très souvent en anglais), vous en recevez de plus en plus d'autres. Et cela se répète de jour en jour.

Ce que j'ai constaté c'est qu'à l'endroit où est mentionnée la « désinscription » apparait maintenant un genre de code avec de multiples lettres et chiffres. Je me pose la question de savoir si cela n'est pas tout simplement un code de partage entre les pros du démarchage qui se refilent nos adresses.

Pour vous donner une idée sans aller consulter aucun site internet, j'ai procédé à 110 désinscriptions de ce genre en 10 jours. Ça passe des parfums, à la lingerie, à la voyance, et depuis un bon moment les isolations des maisons, les pubs financières pour acheter des actions, les pubs pour vous forcer à changer de fournisseur d'électricité, changer de système postal (privatisation oblige). On vous propose même d'acheter des actions pour des maisons de retraite haut de gamme, sans compter les messages qui ne présentent même pas l'option de désinscription et j'en passe !

Je précise que je ne suis pas un pro du micro et de la messagerie, que je ne passe pas mon temps sur internet.

Alors ça suffit !

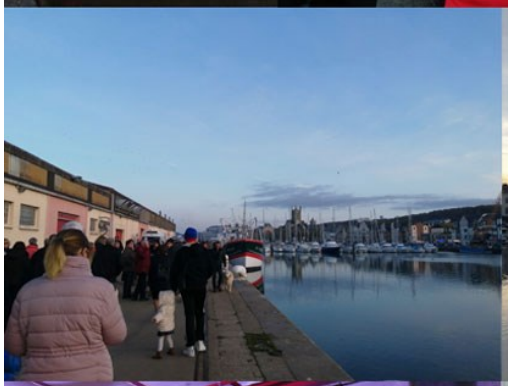
Il serait temps, au même titre que pour le démarchage sur les téléphones fixes, que les députés et gouvernement légifèrent sur ces pratiques rapidement car c'est du harcèlement journalier.

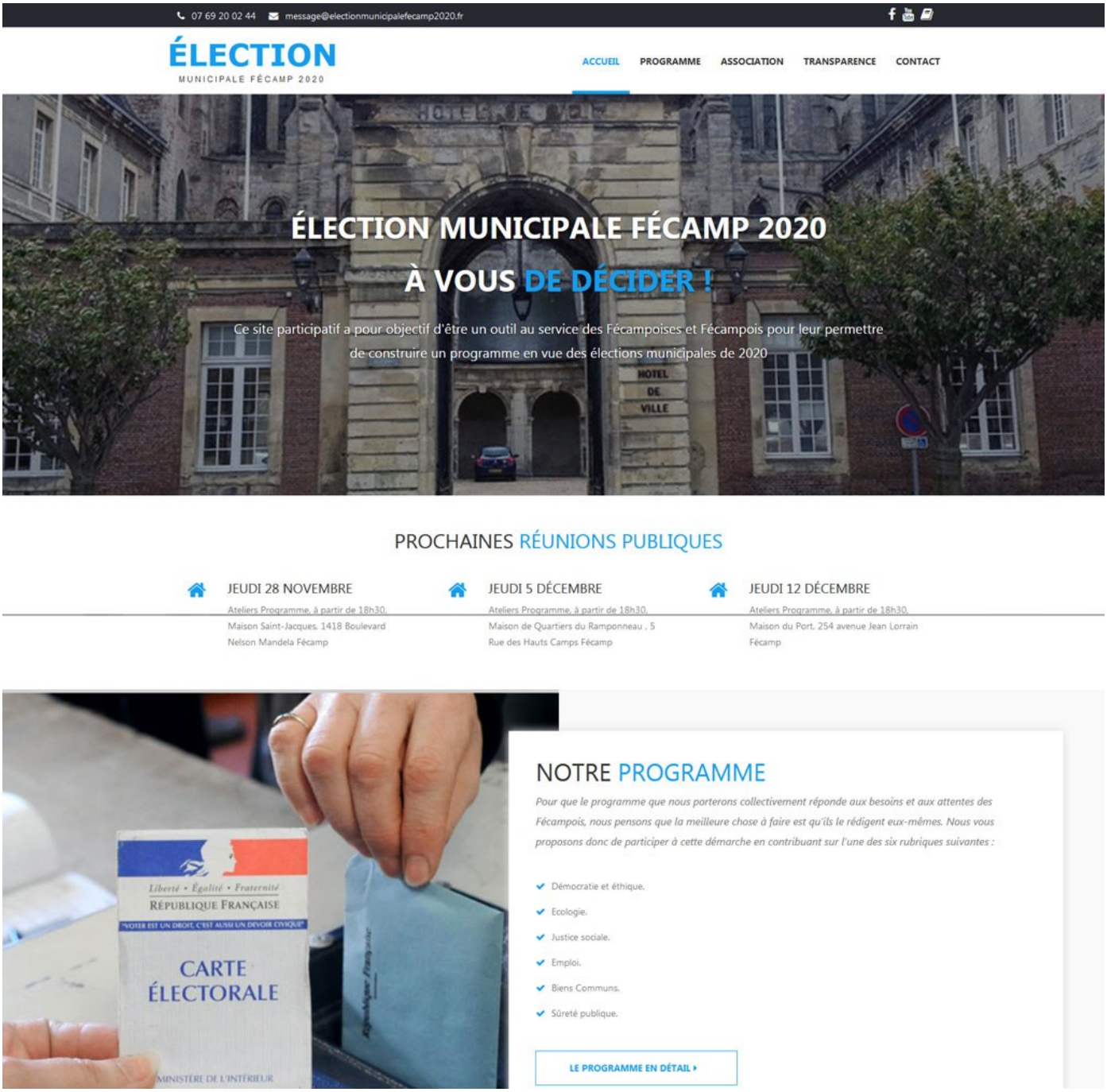
BREVES

- Succès massif des manifestations contre les violence sexistes et les féminicides, notamment à Paris où 49 000 personnes, dont les communistes, ont répondu à l'appel du collectif #NousToutes
- Meeting commun à Paris le 11 décembre de tous les partis de gauche, à l'invitation du PCF, pour défendre les retraites
- Tractations difficiles entre les différentes tendances des écologistes lors du congrès d'EELV
- Les élections municipales suscitent de violentes luttes internes et des dissidences au sein de la France Insoumise, comme à Montpellier
- La République en Marche connaît elle aussi de féroces rivalités internes
- Le PDG de Paris-Normandie, candidat aux élections municipales de Rouen sous l'étiquette LaRem, licencie le directeur du journal
- La présidente macroniste de la commission des affaires européennes de l'Assemblée Nationale refuse de rendre son perchoir
- Comment Emmanuel Macron a fait exploser les dépenses de l'Elysée
- Grosse fiesta entre des lobbyistes et 4 députés macronistes
- Les multinationales qui polluent le plus : Nestlé, Pepsico, Unilever, Procter & Gamble, Philip Morris, Mars, Colgate-Palmolive, Perfetti Van Mille et Mondelez International
- 50 députés macronistes aux abonnés absents

LA FETE DU HARENG

La fête du hareng a fait le plein de visiteurs ces 24 et 25 novembre. Ambiance rigolarde, moment de rencontre entre marins, pêcheurs et familles fécampoises, vente de produits frais, démonstration du savoir-faire des ouvrières des pêcheries, chants de marins, cette édition 2019 a tenu toutes ses promesses, notamment grâce aux rayons que le Soleil a bien voulu déverser sur la presqu'île du grand quai le dimanche… ce qui n'a pas fait le bonheur des marchands de parapluies ! Quelques photos souvenirs puisées dans notre album :





Face à la politique forcenée de Macron et de la droite les mairies peuvent être un lieu de défense du monde du travail et d'actions pour un monde plus juste et plus respectueux de notre planète... à condition que les forces de gauche parviennent à s'unir et qu'on en finisse avec les chapelles politiques qui se regardent en chiens de faïence et les stratégies suicidaires des cavaliers seuls. L'unité du monde du travail, c'est l'ADN du PCF. Les communistes sont particulièrement heureux de voir que cette position de bon sens semble être un peu mieux partagée à Fécamp, avec un rassemblement des communistes, d'insoumis, d'anciens socialistes, de gilets jaunes pour les élections municipales. Plusieurs réunions ont été programmées dans nos quartiers afin d'élaborer un programme municipal avec les habitantes et les habitants. Tous les détails sur le site web http://www.electionmunicipalefecamp2020.fr/